

**En long,
en barge
et en
travers**

P. 4

**Sultan, au pied !
Hutintin reporter**

Le pédégé d'Oman revient d'une visite dans le sultanat d'Ouest-France. Ou le contraire. Reportage. Ou le contraire.

Parfois, le bon dieu voyage, et le sultanat ne lui est alors pas étranger. Le PDG de *Ouest-France* a donc joué à Tintin reporter au Moyen-Orient, au sultanat d'Oman. Il consacre une page entière* de son journal à son séjour chez Sinbad le marin. Le pays gorgé de pétrole est mené par un sultan « reconnu par tous comme protecteur du peuple » selon l'aventurier François-Régis Hutin. Les deux articles qui remplissent la page sont truffés de « on », sans que le lecteur puisse discerner si chacun de ces 26 « on » incarne l'opinion publique locale, ou le papy reporter, voire le gouvernement local, le peuple d'Oman, les entreprises du pays, les Occidentaux...

Helvétie arabe

Ouest-France étale les bienfaits du sultanat à l'omanaise : éducation et santé pour tous, un sultan pas bling bling pour deux sous, des villes sans « papiers dans les rues » ou sur les autoroutes. Le bonheur. Le tableau est sans voile, ou si peu : « une oasis de paix, une sorte de Suisse au Moyen-Orient », « un pays heureux avec sans doute quelques misères cachées ». Rhooo ! L'incorrigible octogénaire ne peut pas s'empêcher de faire son journaliste. Il y aurait des cachoteries.

En fait, au pouvoir depuis 1970, successeur de son papa, ce sultan mène seul une monarchie qui perdure depuis le XVIII^e, flanqué d'une assemblée élue pour du beurre, simplement consultative, sans le moindre pouvoir législatif. Pas de parti politique. « On dit que sa police est présente mais qu'elle est respectueuse du droit des gens », explique Hutin qui n'est pas le genre à trouver du crédit à ces « on dit », mais puisqu'on lui a dit, après tout. Et puis soudain dans ce désert tranquille, le bug : « Oman n'est pas indemne de toute contestation.

À partir des événements égyptiens, le ton des revendications s'est durci. Quelques émeutes ont éclaté et il y a eu des morts. La corruption a été dénoncée, parfois avec violence dans quelques endroits ». Rien de grave, rassurez-vous. Hutin n'en dira pas plus. Il zappe ainsi six morts, trente blessés par la police, dans les villes de Sohar et Salalah, fin février. « Des blogueurs qui critiquaient le gouvernement ont été agressés ou incarcérés », signale alors Amnesty international. Des voitures brûlées, des bâtiments du gouvernement incendiés, un supermarché pillé, le couvre-feu décrété. C'est l'oasis de paix version énervée. ■

Miloud Dupont

* 12 mai 2011



Pour réussir, il faut rater soigneusement ses échecs irrégulomadaire satirique N° 73, juillet 2011

Nantes métropole, hôpital

**SAUVE QUI PEUT
PAS MAL ET TOI ?**

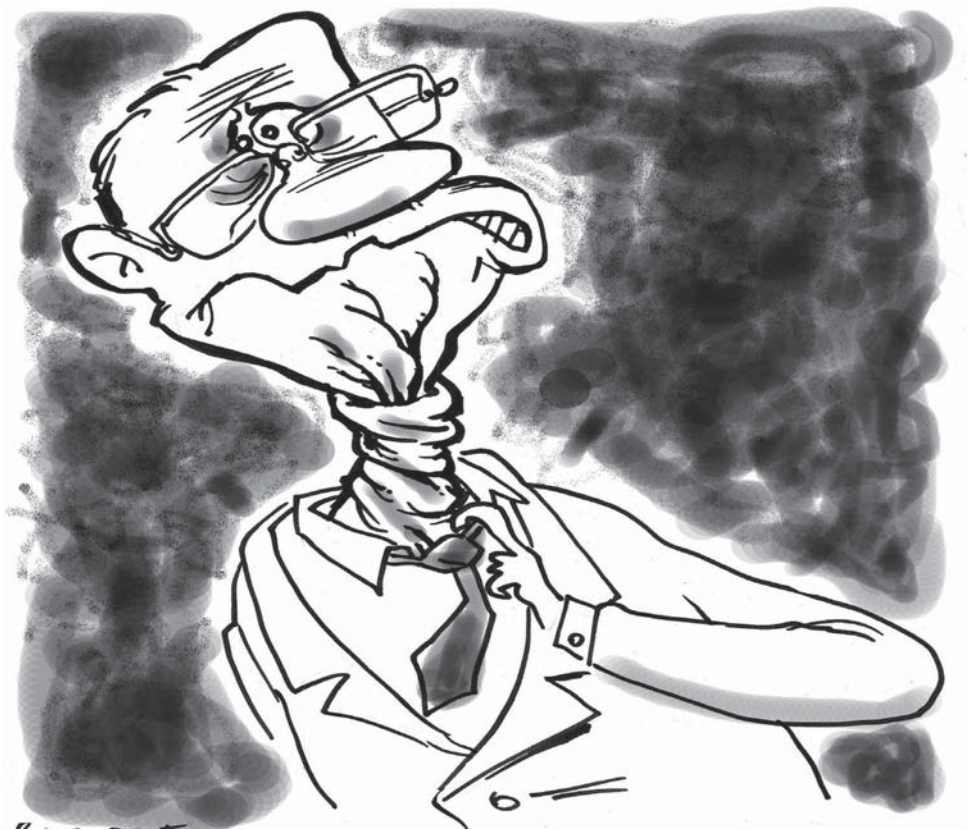
Silence, on morfle ! Nantes Métropole, l'hôpital : deux hauts lieux de souffrance au travail. Deux employeurs de poids, tous deux patronnés par Jean-Marc Ayrault. Deux poids, deux usures.

**Nantes Métrocraque
Épidémie de
cafard à l'agglomération**

À Nantes Métropole, le management lourdingue fait suer le burn out. Même les chefs morflent. Diagnostic de la médecine du travail : Nantes mais trop pâle.

DÉBANDADE de grands chefs à la communauté urbaine. Les directeurs généraux adjoints (DGA) quittent le navire. Le DGA développement économique va développer ailleurs, son homologue au développement urbain n'a pas tenu dix mois. Tension, pression, démission. Et, ironie du sort, la direction des ressources humaines est la première à souffrir. Le cafard a gagné les cadres A. Tout s'est dégradé avec le grand chantier de mutualisation des services entre Nantes et la métropole. On a fait la chasse aux doublons pour éviter de multiplier les services similaires. Grand ordonnateur de ces remaniements, Benoist Pavageau est bien connu pour sa main de fer dans un gant de fer. Directeur général des services, il a finalement donné l'exemple en cumulant le poste à Nantes et à Nantes métropole. Mais dans un premier temps, il défendait l'hégémonie de la ville centre au sein du nouveau pouvoir de l'agglomération. Une fois à la tête de l'administration de la communauté urbaine, il a alors bataillé pour éradiquer les doublons qu'il avait lui-même créés. Une espèce de vengeance (lire p.2 « Pavageau born Toulouse »)...

Tombées par un pur hasard sous les yeux de Lulu, les 38 pages du dernier rapport annuel de la médecine du travail mettent les pieds dans le plat. L'an dernier, Catherine Spitzer, médecin du travail, n'a pas été autorisée à présenter oralement ses résultats au comité hygiène et sécurité. Trop alarmiste selon les hautes sphères. L'année d'avant,



le rapport 2008 tirait déjà la sonnette d'alarme : « Le relevé des situations de souffrance au travail (...) ne représente probablement que la partie émergée de l'iceberg (...) Ces situations de réelle souffrance induisant des états anxio-dépressifs (éventuellement générateurs d'arrêts de travail) pour 4 % des agents reçus en visite médicale. Les simples "déçus" ou "démotivés" n'ont pas été pris en compte dans la mesure où, comme c'est heureusement le plus souvent le cas, ils ont trouvé des ressources ailleurs qu'au travail. Ce qui est nouveau, c'est l'augmentation de la demande chez les cadres A, qui représentent 19 % des personnes concernées. À noter que ces cadres pouvaient tout aussi bien être en surcharge de travail, victimes d'épuisement professionnel, ou, au contraire, en sous-charge tout aussi mal tolérée ».

La cata de la mutu

2008, c'est l'ère de la mutualisation, économies d'échelles entre des services

nantais et métropolitains. On regroupe, on concentre, on déplace les gens. Une réorganisation qualifiée de « démarche autoritaire effectuée dans l'urgence en faisant l'impasse sur toute concertation préalable », analyse alors le médecin du travail qui enfonce le clou : « La mutualisation n'a donc engendré de traumatisme que du fait de la brutalité de la méthode employée, inattendue et incomprise, et de la déception par rapport aux attentes. Ne pas être consulté dans la conduite du changement est insupportable pour les personnes, non parce qu'elles estiment que rien ne doit changer, mais parce qu'elles pensent que leurs actions et savoirs propres sont utiles. Ne pas les consulter revient à nier l'existence de cette utilité et de ces savoirs, donc des personnes. Rien n'est plus délétère, au niveau de la santé, que se sentir nié, manipulé, et menacé, sans possibilité d'action ».

► suite p. 2

► suite de la page 1

Sauve qui peut pas mal et toi

En 2008, ce stéthoscope de la maison compte 4% de salariés au moral dans les chaussettes. Deux ans plus tard, les amochés par le boulot sont 7% !

Trouille et ambition

« Nous suivons depuis 2006 les pathologies engendrées par ce qu'il est convenu d'appeler "risques psycho sociaux" qui ne cessent d'augmenter depuis 2008 », écrit le rapport 2010. Une souffrance au travail plus de deux fois supérieure aux stats de l'administration publique (hors État) : « La proportion de cadres A identifiés en situation de souffrance a continué d'augmenter de manière significative ». Cadre A, c'est le haut du panier des cadres territoriaux, « des jeunes, sortis de grandes écoles, culture d'ingénieur, ambitieux et trouillards. Quant aux plus âgés, ils ne bougent pas, persuadés quand ils sont au placard que le jeu de séduction/punition du grand chef les ramènera en cour, s'ils sont bien gentils », résume un vieux de la vieille.

Sature dans tous les coins

La médecine du travail poursuit son diagnostic : « Un stress qui augmente, un management qui isole, déresponsabilise et peut engendrer de la violence ; l'opacité et les injonctions contradictoires des mutualisations et réorganisations » avec une « évolution vers un mode d'expression plus dépressif qu'anxieux » et un renfermement sur soi même. La toubib du taf a vu les agents en situation de souffrance augmenter de 7,5% en un an. Et encore, elle ne voit pas tout le monde en consultation. « Le rôle du burn out s'est accru », écrit-elle en soulignant la banalisation et la résignation devant des situations réputées inacceptables : « Cette violence dans les relations, cette difficulté à s'écouter, cette impossibilité à prendre du recul et à laisser les divergences sur leur objet sans les prendre de plein fouet comme des agressions personnelles, tout cela devient presque normal ». On se sent vite pions et la défiance règne : « Il y a un doute sur la vé-

racité de ce qui est dit, l'impression d'une dissimulation ». Mais ce mal être ne fait pas de bruit : « On ne peut pas dire que ces agents crient avant d'avoir mal. Justement, ils ne crient pas ».

Placard ou trimard

« Il y a encore des agents, cadres ou non, qui souffrent de n'avoir rien ou peu de choses à faire, et d'autres qui s'écroulent sous la charge de travail ». De la résignation, on est passé à la démotivation et carrément à « la peur au travail : elle peut être rationalisée sous forme de crainte de représailles en cas d'expression du mal-être ou d'incompréhension, retentissement sur la carrière, mutation dans un poste sans intérêt, voire maltraitance directe ».

À Nantes Métropole, la gêne est palpable quand on évoque le sort d'Étienne Fabry, même pas 40 ans, terrassé le 27 mai par une crise cardiaque après une réunion de six heures. Un cadre surchargé de travail, qui cumulait trois fonctions de directeur : Maison de l'emploi, Mission locale, École de la deuxième chance. Et tout le petit monde des cadres métropolitains a aussi blêmi en apprenant qu'un cadre de la direction générale de la culture de Rennes Métropole, mis au placard, s'est suicidé sur son lieu de travail le 14 juin, à six mois de se retraite. On l'a retrouvé pendu dans l'escalier de l'entrée principale du bâtiment administratif.

En avril, 120 cadres de Nantes Métropole sont convoqués à l'école de commerce Audencia, pour écouter une conférence intitulée « La dimension émotionnelle du management ». Ça pourrait être un gag, si le rapport médecin du travail n'avait préalablement épinglé « la mode managériale qui semble chercher à engendrer les risques psycho-sociaux pour mieux avoir à en traiter les effets ». Après le mal, le pansement sous forme de conférence. ■

Jeff Lagada

DGS : départ garanti statique

C'est comme ça qu'on fait avec les gros poissons. Le 1^{er} avril dernier aura donc servi à dire tout haut ce qui fait fantasmer aux machines à café : la démission de Benoist Pavageau, le tout puissant double directeur général des services, de Nantes et de la métropole. Bon, c'était un canular, mais ça a permis de lâcher que « la grogne monte dans les services de Nantes Métropole », et que « la réforme des services de l'urbanisme est appliquée sans que personne ne puisse dire quoi que ce soit. C'est la même chose pour les fusions des pôles, les déménagements des locaux... Pavageau impose ses idées, ses méthodes, ses délais, ne supporte aucune contradiction, aucun retard (par rapport aux délais qu'il a lui-même imposés bien sûr, sans tenir aucun compte des contraintes des services) ». Pas besoin de se racheter un costar pour l'hiver prochain. ■

Pavageau born Toulouse

DANS le sillage de Jean-Marc Ayrault depuis Saint-Herblain, Pavageau a fait toute sa carrière dans l'ombre de son patron, et sur le même territoire. Atypique à ce niveau-là. En pleine montée en puissance de la communauté urbaine, Pavageau pressent que son homologue DGS, directeur général des services de l'agglo, risque d'être un rival de poids, et dont le pouvoir ira crescendo. Il postule alors pour occuper ces fonctions à Toulouse. Patatras. Il n'est pas recruté. Ironie du sort et comble de l'humiliation, c'est Philippe Mahé, son rival DGS de Nantes Métropole, qui sera recruté en 2008. Depuis, Pavageau s'est rattrapé, il cumule les deux administrations, nantaise et agglomérée. On n'est mais mieux rivalisé que par soi-même. ■

Liberté, égalité, parité, raté

Jean-Marc Ayrault voulait de la féminité dans ses grands chefs de service à la Ville de Nantes. Énarque, débauchée en septembre 2008 à la région pour occuper le poste de directrice à la cohésion sociale, Bénédicte Jacquy-Vazquez a été remerciée (on ne dit pas virée à ce niveau-là) en juin 2011 suite à un conflit avec un autre DGA, Louis Souchal. Un échec pour Ayrault et Pavageau et leur parité volontariste. La dame ayant menacé de porter l'affaire devant le tribunal administratif, la ville a plié, versé deux ans de salaire pour solde de tout compte. Pour la remplacer sur le volet « diversité », on recherche une femme noire et arabe, sans diplôme et handicapée, et plus si affinités. ■

Fils à la patte

Des étudiants de l'école des Mines ont réalisé pour la ville de Nantes et Nantes Métropole une étude sur l'usage par les cadres des messageries internet maison (il y a des fous qui ont accepté de pouvoir consulter et gérer leurs mails professionnels depuis chez eux) et smartphones gracieusement fournis pour le besoin du service. Les résultats seraient très critiques. Aucune restitution n'en a été faite en interne. « Cette étude d'impact des nouvelles technologies sur l'organisation et le management n'a pas vocation à être rendue publique », répond Nantes Métro à Lulu. Circulez ! ■



L'hosto qui démolit la santé

Dans les hôpitaux, évitez d'approcher le personnel : sont complètement malades, là-dedans.

TOUT patient à l'hosto est prié de se munir d'un paquet de serpillières quand l'infirmière craque et fond en larmes. L'hôpital rend malade. Les syndicats l'ont dit, on ne les a pas écoutés. Cette fois, c'est la médecine du travail (celle qui soigne ceux qui soignent) qui tire la sonnette d'alarme. Extraits du rapport 2010, présenté en juin : « Les signes de souffrance observés chez le personnel ne cessent d'augmenter, tous grades confondus, et notamment au niveau de l'encadrement (...) Sont constatés lors des visites médicales : des troubles de la sphère digestive, des troubles du sommeil, des symptômes neuropsychologiques et émotionnels plus fréquents (irritabilité, agressivité, anxiété, crises de larmes, stress voire syndrome d'épuisement) et des signes physiques, asthénie, modification tensionnelles, tachycardie (...) Ceci amène de plus en plus à un épuisement professionnel que désormais beaucoup osent exprimer quand ils sont « au bout du rouleau », voire en burn-out ».

Fuite organisée

En 2008, l'hosto est dans le rouge et il faut réduire le personnel médical et administratif du CHU, alors de 11147 salariés (10397 équivalents temps plein) internes et étudiants externes compris. La blouse blanche devient variable d'ajustement financier. La direction de l'hosto en pousse un maximum vers la sortie. Surprise, il y a plus de candidats au départ que de places offertes dehors. Signe d'une envie d'arrêter

de se ruiner la santé à marnier à l'hôpital.

Prenez la tension

L'été 2009, pénurie d'effectifs. Pour faire tourner la boutique, on rappelle le personnel en vacances. Volontariat forcé pour infirmières et aides soignantes bossant soir et matin à la suite, éventuellement avec des heures sup. Quoi, quoi, illégal ? Si on n'écouterait la CGT, on ferait que des trucs réglo... L'activité de soins a grimpé de 15%, souligne la CFDT, mais le nombre d'heures travaillées chute de 5%. Entre les deux chiffres, pression constante.

Épidémie de flutendu

La CFDT a enquêté sur les conditions de travail. À la question « qu'est ce qui vous semble le plus pénible dans votre travail ? », 30% répondent « la charge de travail » et 7% « les risques pour ma santé »... 69% diagnostiquent que le boulot a « un effet négatif » sur leur santé. Un tiers estime « être confronté à des pressions psychologiques de la part de la hiérarchie », la moitié dit ne recevoir aucune reconnaissance de son boulot par cette chefferie. « Le plan de retour à l'équilibre (2008) a augmenté la recherche de productivité en intensifiant les rythmes de travail, et altère les relations entre les agents et les différentes hiérarchies », commente le syndicat. Les effets pervers du flux tendu appliqué aux soins.

Mots d'absences

Comme à Nantes Métropole, les cadres encaissent aussi : 15% de hausse des arrêts de travail par

rapport à 2009. La médecine du travail décompte de plus en plus d'arrêts, pour maladie ordinaire, accident de travail, longue maladie, maladie professionnelle. Sans oublier celles et ceux qui craquent (« absences non justifiées », en jargon administratif) et les agents placés en mi-temps thérapeutique pour tenter de s'en sortir.

Les inreclassables

La médecine du travail tente de ménager ses patients en aménageant leur boulot, délivre des restrictions d'aptitude au travail, des obligations d'aménager le poste de travail, des reclassements, mais avoue que c'est « de plus en plus difficile dans des services avec des contraintes élevées de rentabilité ». « Ainsi, la personne reclassée n'arrive plus en sur effectif dans une équipe et ses restrictions d'aptitudes entraînent un déplacement des contraintes sur les collègues, ce qui pèse sur la santé de tous ». C'est le principe de la contagion organisée. Tu souffres au travail, refile ton mal-être à tes collègues. Le reclassement sur un autre poste ? Tout aussi hasardeux : « Le nombre de possibilités est restreint : beaucoup de candidats et très peu de postes adaptés. Il faut généralement plusieurs mois avant de résoudre certaines situations, avec des agents qui restent en arrêt à domicile faute de solution ».

De tout ce constat désastreux, une idée surgit : pour d'évidentes raisons humanitaires, il faut supprimer le plus vite possible les hôpitaux. ■

Docteur Divago

Le congrès ne sait pas sur quel pompier danser

Faudrait pas prendre les sapeurs pompiers pour des congressistes.

HORREUR ! Des petits malins ont chapardé la mascotte du futur congrès des pompiers pour tourner des clips la ridiculisant sexuellement, avant de la restituer sans rançon. Ce suppositoire en forme de tour LU aurait pu s'appeler Tourlu, mais ça sonne trop comme Turlute. Déjà que pompier c'est ambigu. Les rois du pinpon s'amusent, mais il y a des limites. Ce sera donc «Lulu la Nantaise»*, ce qui plaît bien au patron départemental Philippe Berthelot, fan des *Tonton Flingueurs*. Les pomplards-en-chef s'affairaient aux préparatifs de leur congrès national, à La Beaujoire du 22 au 24 septembre 2011. Le 118^e depuis que le feu a été inventé. Mais le premier à Nantes. Et là, ça ne rigole plus. Le plan de carrière des hauts-gradés en dépend. Un congrès ? Certains pompiers de base n'y voient qu'une pure kermesse, autant de grand messe que de foire expo. C'est de fait une vraie entreprise. Le budget de deux millions d'euros bénéficie d'aides des collectivités publiques et de la vente d'espaces aux exposants, marchands de flammes, de casques à la pointe du progrès et de grandes échelles dernier cri. 3000 congressistes, plus de 300 stands, 40000 visiteurs attendus, Sarkozy prévu en clôture.

Pin

L'état-major nantais est sur les rangs depuis 2004. Philippe Berthelot, le colonel-patron du service incendie (le SDIS 44), a claironné que ce serait «le plus beau jamais vécu». Pas moins. Créée exprès pour l'association sans but lucratif, CSPNA («*Congrès sapeurs-pompiers Nantes-Atlantique 2011*») gère cette entreprise de trois jours. Elle est chapeautée par la Fédération nationale des sapeurs pompiers, méchamment surnommée «*fédération des cochons*» pour la tendance alimentaire des officiers supérieurs que cette fédé met à table.

Pon

Le lieutenant-colonel Patrick Giraud, qui aurait dû être à la retraite cette année, fait du rab comme coordinateur en chef du congrès, salaire intégral maintenu, primes de feu comme en vrai. Il pourrait bien en sortir colonel, ce serait tout bon pour sa pension. À temps plein sur le congrès, il n'a plus la moindre fonction pomprière opérationnelle, disparu de l'organigramme du SDIS qui le paie, sans disposer de convention de mise à disposition auprès de l'association organisatrice. C'est ce qu'on appelle un emploi caritatif-supplétif-préparatif. Très tif. «*Un emploi fictif ? Hmmmm, c'est vrai, mais ça été voulu par la direction et par les élus*», soupire le capitaine Rousseau, vrai retraité, qui lui sert d'adjoint. Les assistantes sont, elles, rémunérées par le SDIS 44. Des semaines avant, les logisticiens qui transbahutent du matériel de caserne en caserne sont priés de mettre leurs ca-



Mon général

La grande échelle se pousse du col

Colonel, c'est insuffisant. Général, c'est mieux. Philippe Berthelot, le directeur départemental du SDIS 44 a monté une «Association nationale de directeurs des services incendie et de secours» qui fait notamment du lobbying pour que soit créé un grade de général, histoire de péter plus haut et palper autant. Augmenter la pyramide des grades permettrait d'être les premiers civils à parader avec ce grade sans avoir fait Saint-Cyr. «*On n'embauche pas de pro 2e classe, mais on va payer des généraux !*», grogne la base. L'armée mexicaine des officiers se sent bridée. Le plafond de verre est ignifuge, au moins ? ■

mionnettes rouges à disposition du congrès. Le personnel administratif se voit poussé à remplir à l'avance les plannings de présence à ces trois jours. Du volontariat un peu forcé.

Pin

Les promoteurs du congrès-foire ont mis le paquet, jouant les sergents recruteurs, arpentant les casernes pour rameuter des bonnes volontés, vantant aux petites mains «*l'expérience inoubliable*» de cet événement foire-expo qui a besoin d'un demi-millier de bénévoles par jour, agents d'accueil, manutentionnaires, balayeurs, gardiens de parkings, chauffeurs des VIP, et guignol à l'intérieur de la mascotte. Les soldats du feu professionnel traînent les bottes. Aucune envie de se laisser enrôler dans le projet de prestige de leurs chefs, qui les concerne si peu. Pour se muer en homme à tout faire, le sapeur professionnel n'a pas le feu sacré. Il a fallu élargir l'appel aux pompiers volontaires du département, aux lycéens en bac pro métiers de la sécurité et même aux cadets en formation qui n'ont pas eu trop le choix.

Pon

Depuis un an et demi, Philippe Berthelot a «*clairement annoncé que la priorité absolue et le seul objectif du service étaient la bonne organisation du congrès, mais il joue*

surtout son image, son ego et celui de ses plus proches collaborateurs. Du coup, les dossiers urgents sont en veilleuse», soupirent des pompiers. Les gens sont d'un jaloux. Les voitures de fonction des officiers aperçues avec des sièges bébé et sur les parkings de supermarchés font un peu grincer des dents, comme le goût du directeur pour les voitures de marque étrangère, l'automobile française n'étant pas de son rang. Les moyens financiers et humains investis pour ce congrès agacent les hommes qui se souviennent que deux des leurs sont restés sur le carreau à Treillières, électrocutés sur leur nacelle par une ligne à très haute tension. C'était en décembre dernier et depuis, les échelles attendent toujours le système de protection, le même qui équipe pourtant les nacelles EDF et GDF.

Pour l'image de Nantes et des galonnés organisateurs, le congrès ne peut risquer une banderole de protestation des hommes de base. Il se dit qu'un médiateur serait chargé de déminer le terrain, une enveloppe bien garnie en poche. Pourvu que ça ne mette pas le feu au budget. ■

Alfred Adair

* La Lettre à Lulu a même été sollicitée par les organisateurs pour savoir si le nom pouvait être repris, et si ça n'allait pas froisser nos actionnaires...

Coquet colon

Le directeur-colonel et une poignée de hauts gradés ont eu la coquetterie de se doter, sur le budget de service, de blousons d'aviateurs en cuir, genre américain. Et fait coudre leurs galons sur cette fantaisie costumière. Rien à voir avec la tradition pomprière, mais ça fait chic. Au bas de l'échelle, les hommes ricanent. Surtout que le discours de leurs chefs est à la rigueur, au «*dépenser mieux*», et au rappel du très officiel *Règlement d'habillement* dès qu'ils jugent qu'un pompier manque de tenue.

Barbe-Bleue marche au fioul

Il était une fois un géant pétrolier introduit dans une école... Il veut faire la morale aux loupiots tout l'été. Avec ce qu'il faut de sexisme pour être moderne.

POUR l'opération «*Un livre pour l'été*», toutes les écoles ont remis aux élèves de CM1 un exemplaire d'un recueil, *Neuf contes de Charles Perrault* illustrés d'images d'Épinal. Le tout cadré par le très officiel «*plan national de prévention contre l'illettrisme*». Le petit chaperon rouge pour encourager les loupiots à lire pendant les vacances, on se demande qui a eu cette idée géniale. En Loire-Inférieure, les instits ont reçu une belle circulaire leur recommandant vivement d'organiser au pied levé, sous le préau, sur le modèle de la vieille remise des prix, une petite cérémonie «*sans prétention aucune*», avec élus et parents d'élèves.

Une opération rebaptisée «*un livre pour l'été, une voix pour l'UMP*» par un syndicat comme le SNUipp-FSU qui a appelé au boycott. Raté. Les livres ont été distribués sans remous, sans broncher devant la quatrième de couverture où le logo de l'Éducation Nationale voisine avec la fondation Total. Certains instits ont juste occulté le logo Total d'un coup de marqueur indélébile, couleur marée noire. Aucune boulette de fioul n'est fournie en marque page. Pour le contenu, il était une fois la morale suintante. Exemples pages 103 et 104: «*le but de ce conte est qu'un enfant apprenne qu'il vaut mieux s'exposer à la plus rude peine que de manquer*

à son devoir» et «*que sous le ciel il n'est point de femelle qui ne s'imaginerait être belle...*». Ça doit être un programme d'acceptabilité des rudes peines dans des chambres de Sofitel new-yorkais ou dans un bureau de la mairie de Draveil. «*Les enseignants ont à peine ouvert le livre, les enfants et leurs parents feront de même*, dit Jean Yves Agoulon, instit à La Chapelle-sur-Erdre. *Tout le monde connaît plus ou moins ces contes depuis la maternelle, et, en CM1, ça n'attire plus vraiment. Le livre est illisible pour un mauvais lecteur, l'objectif de lutte contre l'illettrisme ne sera pas atteint. Même les morales, seules parties du texte susceptibles d'être lues parce que détachées du pavé littéraire global, ne seront pas lues et leur contenu sexiste ne sera finalement quasiment pas connu...*»

Et tant pis pour les vieux principes de neutralité du service public d'éducation vis à vis des filous des multinationales. L'école devient terrain de prospection pour démarcher les futurs consommateurs de pétrole. Vraiment pas coopérants, le Snuipp/FSU44 rappelle que «*Total ne paye aucun impôt en France alors qu'elle fait des milliards de bénéfices, ce qui diminue les recettes de l'état et conforte la politique de suppression de postes dans la fonction publique*». Les instits on ne peut pas compter sur eux. Y a des totaloches qui se perdent. ■



Témoins, et moins et moins

DIRECTEMENT concernée par l'article sur les Témoins de Jéhovah mais injoignable (nous regrettons aussi de ne pas avoir pu joindre Jéhovah non plus), Maroussia Wycisk répond donc après coup, confiant à une avocate le prière d'insérer:

«*Dans un article intitulé «Faites citer les Témoins» paru dans l'édition n° 72 d'avril 2011 de La lettre à Lulu, il est indiqué que ma mère a décidé de porter plainte contre les Témoins de Jéhovah parce qu'elle leur reproche le fait que j'ai quitté la maison à mes 18 ans. Il est également prétendu que je ne voudrais plus revoir ma mère. Je ne suis pas partie de chez ma mère à cause ou à la demande des Témoins de Jéhovah, mais en raison des conditions de vie difficiles qu'elle m'imposait. Plutôt que de saisir les services sociaux de longues années de souffrances familiales, j'ai tout simplement préféré me préserver en m'éloignant de*

chez moi. Je n'ai toutefois jamais coupé les ponts avec ma famille. Au contraire, j'ai demandé à ma mère que l'on continue à se voir, mais elle a refusé, s'opposant même à ce que je revienne chercher mes affaires à la maison. J'ai même saisi un service de médiation familiale mais ma mère a refusé de poursuivre la médiation. Je continue à voir mon père qui me soutient pleinement. J'aime mes études d'art, j'ai de très bons résultats scolaires, j'ai eu mon bac de français et malgré l'étalage public de ma vie privée, j'essaie de me concentrer sur mon avenir professionnel. L'enquête préliminaire demandée par ma mère a d'ailleurs établi que je suis maître de mes décisions et que je ne suis sous l'influence de personne».

Question liens de sang, c'est plus la fusion ni la transfusion sanguine. Malgré la première réponse du parquet de Nantes, un juge d'instruction est désormais saisi de l'affaire. ■

Ponton, pourquoi tu tousses?

En long, en barge et en travers

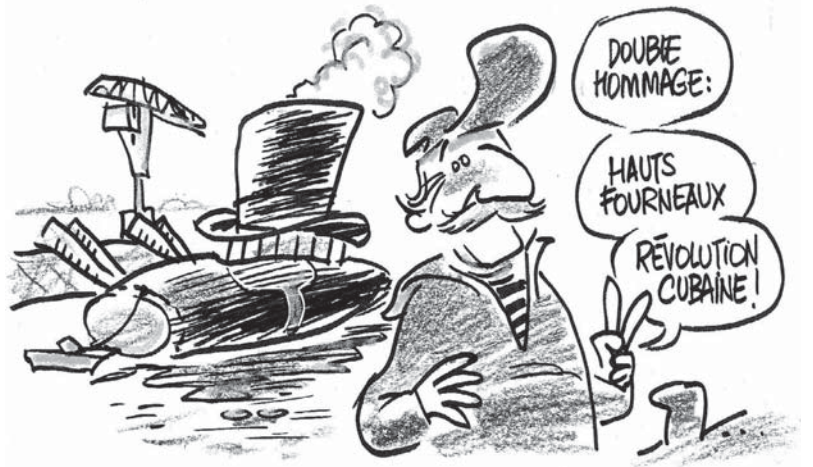
Entre l'autorisation préfectorale et le quai où il est amarré, le barge flottante a gagné neuf mètres de long... Ce qu'on appelle une barge d'erreur.

C'EST vraiment trop inzuste. Troquant sa casquette de Yachts de Paris (un gros client) contre la coquille de Calimero (rôle de composition ou jeu de rôle?), Olivier Flahault, «architecte et designer sur terre et sur mer», tempête contre Nantes métropole qui – c'est vraiment trop inculte – refuse son beau projet d'hôtel flottant sur la Loire. Ah, ces bouseux du bouchon vaseux qui ne comprennent rien à son art, alors que le monde entier, en tous cas Bordeaux, nous l'envie. Si si. Et l'olibrius d'annoncer pour terre d'asile les berges de la Gironde⁽¹⁾. Au jeu de reprenez-moi où je fais un malheur et je refille tout à la concurrence, il aurait tort de se gêner: la ritournelle a été payante pour convaincre le député-maire de lui laisser amarrer sa barge, le resto flottant dormant Nantilus, devant Disney-Nantes, éléphant, manège, galerie de bistrot branchés⁽¹⁾.

Ici, on aime, il est vrai, les bonimenteurs. Prenez le Maillé-Brézé, à deux encablures de là. Fierté de l'office du tourisme et des vieilles badernes de la marine, ce rafiote militaire amianté a autant à voir avec la construction navale et l'histoire du port de la cité que le petit beurre avec le cassoulet de Castelnaudary. Et les flatuosités qui accompagnent l'enflure vont peser encore longtemps dans le bilan carbone de la ville. Ainsi, à la presse qui persiste à nommer ça un «pontonn géant et récréatif», aux ringards qui y voient une verrue équipée d'un tiroir-caisse injuriant la mémoire ouvrière des lieux, Olivier Flahault rétorque qu'il s'agit d'un vaisseau (sic!), ou même d'«une petite île, puisqu'il sera éloigné d'environ 25m du quai»⁽²⁾. Ayrault, lui, parle d'une stratégie de «water fronts»⁽³⁾.

Quoi d neuf mètres?

Tous deux sont en deçà de la vérité. Ce «geste architectural» est surtout une contribution décisive à «la théorie mathématique de l'élasticité des corps solides», chère à ce bon vieux Gabriel Lamé (1795-1870), à moins qu'il ne s'agisse de la dilatation du métal au contact d'une eau saumâtre. Car Lulu a compté et recompté: à sec, sur le bureau du préfet, le machin affiche une longueur de 54 mètres et une largeur de 14 mètres⁽⁴⁾; tout mouillé sur le fleuve, ses dimensions atteignent 63 mètres (+17%) et 16 mètres (+14%). Titulaires d'un permis de construire, adoptez la Flahault attitude, et la «marge d'erreur» à laquelle vous avez droit! Mais attention, faudrait pas confondre: parce que sur l'eau, et donc immatriculé par les affaires maritimes même s'il ne navigue pas, le bidule s'affranchit des règles de l'urbanisme, au contraire de la bicoque de madame Dugenou. Consultées, les plus importantes sommités de la capitale approuvent. Ce flou juridique tombe rudement bien parce que l'église de Notre-Da-



Faites chauffer la carte ! Et la crêperie à tapas devint resto chic

En 2008, bousculé par les critiques des associations dénonçant un projet pour clientèle bobo, l'architecte Flahault tente de rassurer. Du luxe? Ah pas du tout! Il promet «une crêperie ou un restaurant à tapas, en tout cas quelque chose d'accessible à tous», tout en nuancant quand même: «Nous ne ferons pas un fast-food ou une baraque à frites»*. On n'est plus chez les prolos, quand même. D'ailleurs l'inauguration s'est faite avec le gratin du Médef (et une manif apéro chorale et chants révolutionnaires). Trois ans après cette promesse de Pinocchio, sur le troisième étage de la barge immobile, s'ouvre le restaurant O Deck et son «petit» menu de midi à 16 euros. À la carte, plats principaux entre 16 et 29 euros. Sans compter pinard et café, ça fait un repas à un treizième du montant du RSA... La notion d'«accessible à tous» est aussi fluctuante que la marée. À l'occasion on découvre que la chargée de com d'O Deck, et de la Compagnie des rivages qui gère l'événementiel avec traiteur, est Soizick Angomard, ex directrice générale de la Samoa, la société d'aménagement qui a largement soutenu le projet de la barge de Flahault depuis le début. Normal: avec un bateau immobile, on se crée des sillages sur place. ■

* Ouest-France, 22 mai 2008

me-du-Bon-Port aurait pu jouer les trouble-fêtes: le Nantilus est situé dans le périmètre de protection de cet édifice, monument historique depuis octobre 1975, qui nécessite pour le commun des mortels, et donc pas pour l'homme de l'art flottant, l'avis conforme de l'architecte des bâtiments de France. Et pourtant, des esprits chagrins persistent à penser qu'une demande de permis d'aménagement aurait été la bienvenue en raison des travaux réalisés sur le quai et des flux de circulation qu'engendrera sa fréquentation. Mauvais joueurs! Faut reconnaître à Olivier Flahault, malgré ses piaulements, un savoir-faire certain avec les collectivités. Exemple à Saint-Herblain. Après une révision sur mesure du plan local d'urbanisme, un modèle de découpage en dentelle, le document aux petits

oignons a rendu possible en 2007 la construction d'un «village d'entreprises», Plein sud, en bordure de Loire. Fort d'une autorisation d'occupation délivrée par le port, notre semillant entrepreneur a pu y réaliser une dizaine de bungalows en bois façon bobo, et y installer le siège de son agence. Il a voulu refaire le coup en se gardant un étage de la barge flottante, comme bureau mais c'était au début de la polémique avec les anciens de la navale, et Flahault a du lâcher du lest. Depuis, il fait dire partout que la barge flottante ne sera pas «bling bling». Il se prend pour Sarko ou pour une star du rap? ■

Joe Sratte

⁽¹⁾ Ouest-France, 11 mai 2011

⁽²⁾ 20 minutes, 14 mars 2011

⁽³⁾ Presse-Océan, 25 octobre 2008

⁽⁴⁾ Arrêté préfectoral N° 2010/BE/031 du 16 mars 2010

Pigeon volatil Fuck ou Shima, un risque à prendre

Audencia, l'école de commerce supérieur, a un flair international remarquable. La une de son magazine hiver 2010 clame «Le Japon, un pays singulier» juste à côté d'un autre titre: «Dossier: choisir ses risques». En pages intérieures, quelques citations à faire méditer aux patrons éclairés de Tepco et aux gestionnaires du nucléaire: «C'est aux dirigeants et aux actionnaires de décider. Il n'y a pas de vérité. Cela dépend aussi de la personnalité des hommes, de leur appétence et de leur aversion au risque. (...) En organisant la vision des risques, le risk management révèle les vulnérabilités de l'entreprise et conduit à la protection de ses intérêts. En cela, elle est productrice de valeur [et] permet à l'entreprise d'exécuter son business plan, même si l'environnement est volatil». Honorable actionnaire, protège tes dividendes de la volatilité, même si le vent emporte un peu de douceur irradiante du soir. ■



Pour son inauguration, la barge Nantilus s'est vendue au Medef local, frétilant à l'idée de ce raout du 1^{er} juillet. Des manants trublions se sont fait un apéro sur le quai, très encadrés par les archers du roi.

Empreinte cabane

Villa Déchets, retour au déchet

Conçue comme un gadget, vendue comme une aventure durable, la Villa Déchets est redevenue un vrai rebut. On en fera peut être une sculpture...



COMME la poussière retourne à la poussière, et l'alcoolique à la gueule de bois, la Villa Déchets retourne au déchet. Dès avant sa création, cette cabane à assembler à partir de rebuts urbains annonce pourtant en fanfare qu'elle recycle les matériaux et qu'elle sera elle-même recyclée: son destin de star des médias doit la mener à une autre vie, après les caméras. Elle sera réutilisée comme locaux d'une association. On peut le lire sur le Net: «La Villa Déchets est désormais le siège social d'Écopole, un réseau d'associations locales œuvrant pour l'environnement, et s'affiche comme l'emblème du développement durable à Nantes».

L'emblème est blême

Eh bien en fait, euh, non, pas du tout. Nathalie Moreau, chargée de com à Écopole: «On l'a appris en lisant la presse! On nous l'avait proposé, mais on avait réservé notre réponse, juste dit qu'il fallait étudier si c'était faisable, si c'était adapté à recevoir du public, à nos besoins. Il a fallu faire un démenti pour la presse».

Tout à leurs impératifs de storytelling et de logistique événementielle, les promoteurs du projet ont persisté: la Villa Déchets sera installée pour accueillir Écopole dans le quartier Bottière-Chesnaie. En janvier. Puis c'était en avril. Puis plus rien.

Chantier interdit au public

En fait la maison de bric, de broc et de palettes récupérées ne peut pas recevoir de public! Les normes ne sont pas respectées. C'est aussi bête que ça. Après l'opération événementielle, la maison inhabitable a été démontée sans que personne ne voie trop ce qu'on pouvait vraiment faire de cet Ovni. Les déchets réassemblés pour réaliser la maison sont démontés, entreposés dans un hangar de Nantes Métropole. Remontage prévu dans le quartier Bottière-Chénaie, chemin des Collines, «mais, n'étant pas du tout aux normes de sécurité, elle sera fermée au public qui ne pourra la regarder que de l'extérieur», ex-

plique-t-on à la mairie annexe du quartier. On pourra tourner autour, comme une sculpture. Et c'est pourquand, ce remontage? «Le projet d'implantation à Bottière-Chénaie est encore à l'étude», lacoinise Nantes Métropole.

Déjà, fin décembre 2010, un architecte de métier avait fait quelques objections, publiées sur le blog du projet: «Je me demande si vous ne faites pas un cadeau empoi-

sonné à l'association censée hériter de la cabane - à moins qu'elle ne soit reconstruite sous un hangar?», relevant que si «élus, institutions ont donné leur aval au projet», c'est qu'«ils ont vu le bénéfice en terme d'image. Par contre, essayez pour voir de déposer un permis de construire du même projet mais pour un particulier, une association, sans la télé en appui, et vous verrez que les élus auront vite fait

Escroque monsieur Jamais mieux desservi...

Défendant l'aveu et l'orphelin, Ouest-France dénonce informativement une escroquerie commise sur le site d'annonces en ligne leboncoin.fr. Un couple du Maine-et-Loire vendait depuis six mois des ordinateurs «fantômes»*. Une quarantaine de personnes a été estampée. Tout ça, c'est très bien, sauf que ce bon journal oublie juste de préciser, pour être tout à

fait complet, qu'à l'époque des faits, leboncoin.fr était encore la propriété de Spir, c'est à dire du groupe Ouest-France (qui l'a revendu en septembre dernier au Norvégien Schisbed avec qui il se partage le gratuit 20 minutes).

Si ça continue, le vénérable pédégé François-Régis Hutin va finir puni au coin. ■

* Ouest-France, 4 février 2011.

Bénévole pigeon vole Le bénévolat, c'est payant

Désavouez la société pourrie. Allez-y. D'ailleurs, les élus démocratiques vous encouragent. Extrait d'un bréviaire révolutionnaire, puisé directement dans le journal municipal de Château-Thébaud (mai 2011): «Dans notre société qui est de plus en plus égoïste, tournée sur elle-même et sur le profit, le simple geste bénévole est un désaveu de celle-ci». C'est beau, non? L'hommage appuyé aux bénévoles des associations se termine par un précieux conseil: «Le meilleur moyen de

conserver le bénévolat est de reconnaître le travail des bénévoles. Si nous montrons notre gratitude pour le temps passé, la compétence et les connaissances qu'ils mettent au service des autres, nous renforçons la positions de ces bénévoles. Vous qui bénéficiez du dévouement de ces bénévoles DITES MERCI, faites UN SOURIRE».

Le tarif de la rémunération pour un sourire n'est pas indiqué. Bénévoles de tous les pays, demandez des devis. ■

de se défausser et de vous renvoyer un refus administratif».

Finalement, faut pas se plaindre: on aura dépensé plus de 300 000 euros pour un truc inutilisable. Et encore, 300 000, c'est juste l'apport du sponsor Maisons du monde. Plus de six mois après l'opération, l'assistance en personnel et l'aide en matériel fournie par Nantes Métropole n'a toujours pas été chiffrée. En tous

cas, Nantes Métro n'a pas pu ou pas voulu la fournir à Lulu. Le hic pour l'image, c'est qu'en se laissant envahir par un déchet, Nantes Métropole imite Naples. Pas terrible pour soigner son attractivité. ■

René Boueur

* Voir «Ma cabane au Blablaba», Lulu n° 71, décembre 2010; «Villa déchets, concept jetable», Lulu n° 72, avril 2011.

Y a PLU

Le maire bichonne les poules-moules-frites

Préfaïlles, ses plages, son règlement d'urbanisme. Mais v'là t'y pas que le maire s'assoit dessus.

LA nature, y en a marre. À bas la verdure. Pas d'entrave à la liberté de coller des bouses, même là où c'est interdit. À Préfaïlles, l'urbanisme défaille. Le maire autorise des installations là où c'est prohibé, au mépris de ses propres règles. Le papa du policier municipal ouvre pour la saison estivale sa «mini ferme» d'attraction avec présentation d'animaux de basse-cour, château toboggan gonflable, poneys-moules-frites, crêpes et glaces. Pour le bureau et l'accueil des clients, un mobil home gris vert et une cabane en bois. Détail, le plan local d'urbanisme (PLU) dit que le terrain est en zone Nd, affecté «à la protection des sites des milieux naturels et des paysages», là où «sont interdites toutes occupations et utilisations du sol, notamment le stationnement de caravanes, de campings car ou de résidences mobiles de type mobil home, habitées ou non sur un terrain nu». Le maire, Jean-Luc Le Brigand (ne lui dites rien sur son nom, il a déjà tout entendu) a l'air de s'en taponner. «Il y a une dérogation, une tolérance saisonnière», dit d'abord la secrétaire générale de la mairie. Le PLU n'a prévu aucune dérogation pour activité saisonnière de loisir. «Non. Ce n'est pas une dérogation, juste un courrier d'autorisation. Non, il n'est pas motivé en droit, concède Jean-Luc Le Brigand. De temps en temps, le



bon sens doit agir. Il faut appliquer la loi de façon intelligente. C'est une installation démontable en zone non constructible pour une activité éco-

touristique, pas une habitation. Si certains ont une interprétation différente des textes, le tribunal administratif peut-être saisi...». Démar-

Tiens voilà du boudin !

Pornichet pue bon le sable chaud

Habituellement, les communes ne se bousculent pas pour célébrer les plus machistes de nos bidasses. Le 30 avril, la maire de Pornichet a pourtant commémoré le 148^e anniversaire de la bataille de Camerone, événement culte de l'héroïsme pour les légionnaires (en 1836, ils ont résisté, jusqu'à en calancher, à de méchants Mexicains et vachement plus nombreux, en plus). Cette année, les cérémonies de Camerone étaient placées sous le thème «Français par le sang versé», en référence à la formule retenue comme appellation de la loi permettant de nationaliser Françoise tout légionnaire blessé en opérations. Un clin d'œil au débat sur l'identité nationale, sans doute. ■

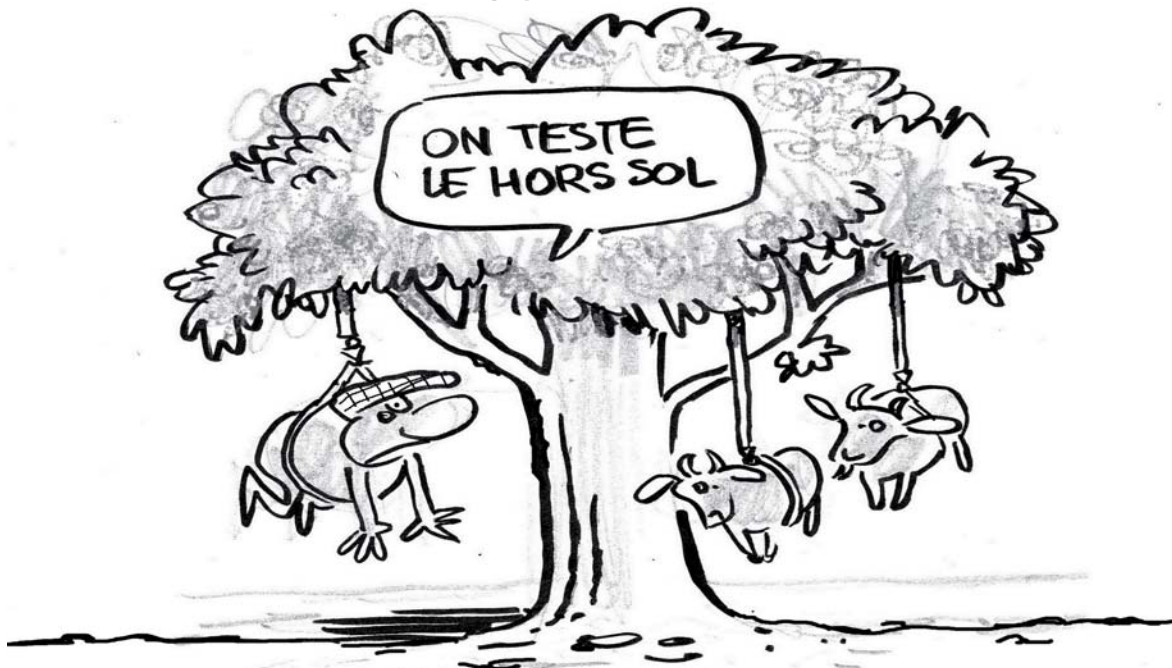
che improbable de se lancer dans plusieurs années de procédure pour contrer une activité saisonnière terminée dans trois mois. Ironie du sort, le dernier bulletin municipal enfonce le clou question bricolage avec les règles: «Le service urbanisme de la commune rappelle qu'il est interdit de stationner caravanes, mobil homes et de construire des cabanons en bois on en dur sur les terrains dits de loisirs situés en zone naturelle. Aucune tolérance n'est appliquée en la matière et tout contrevenant est susceptible de poursuites». Passons sur la tambouille au milieu des animaux de ferme, les dindons et les poulets savent très bien lire les règlements sanitaires.

La procédure légale voudrait que le policier municipal dresse procès-verbal pour occupation illégale de terrain, en infraction flagrante au règlement d'urbanisme, défaut de licence restaurant, absence d'inscription au registre du commerce, avant de sommer le contrevenant de démonter fissa sa cabane. Mais le fiston collant un PV à son paternel, c'est pas un scénario prévu. La nature mérite bien le grésillement des friteuses, le caquètement des poules et le cataclap des poneys. C'est bien connu, chassez la zone naturelle, elle revient au galop. ■

Georges Horouelle

Foncièrement coincés

Ni terrain d'entente, ni terrain tout court: les jeunes éleveurs de chèvres réduits au sort de paysans sans terre.



AL'ÉPOQUE où tout le monde veut bichonner la planète, pas évident de se trouver un coin de terre. Surtout si on est jeune et agriculteur. Parents de trois mômes, Denis et Manola, 31 ans, s'escriment depuis 2008 pour trouver un lopin dans leur coin de Teillé, une vingtaine d'hectares pour monter un élevage de 60 chèvres, et faire pâturage et fromage, les deux mamelles de la France qui veut vendre direct et local. Ils ont repris les études pour obtenir le niveau nécessaire pour s'installer agriculteurs. Pendant l'été 2010, ils apprennent qu'un voisin agriculteur veut prendre sa retraite, soit 58 ha bientôt disponibles, dont 27 bien groupés. Première étape: Denis

et Manola obtiennent de la préfecture l'autorisation d'exploiter. « Notre projet semble alors en bonne voie. On réalise le "parcours à l'installation": stage, formation, étude économique avec la chambre d'agriculture ». Deuxième étape: fin novembre 2010, la commission départementale d'orientation agricole leur donne la priorité et l'autorisation d'exploiter les 27 hectares demandés.

Blocage dans le bocage

Quinze hectares appartiennent à une propriétaire qui est d'accord pour leur louer. Les 12 restants sont la propriété de l'agriculteur qui part à la retraite. Mais lui veut tout relier à un gros céréalier voisin qui lui offre une belle

somme. Installé à 15 km de Teillé, ce céréalier (qui n'a pas voulu répondre à Lulu) exploite déjà plus de 300 hectares. Il a déjà repris deux fermes à Teillé, bénéficie des aides européennes qui favorisent ceux qui ont un maximum de surface. Un « accapareur », ça s'appelait, dans le temps. Manola et Denis tentent de négocier les hectares qui leurs seraient utiles. Impossible de trouver un terrain d'entente. Veut rien savoir, le type plein de blé.

Depuis, le projet de biquettoculture est au point mort. L'agriculteur a abandonné officiellement son projet de retraite pour faire obstacle aux petits jeunes, même si, dans les faits, c'est le céréalier qui cultive l'ensemble des terres,

Couronne Cours de maintien

« Le maintien des espaces agricoles et naturels devient une préoccupation partagée », salue Michèle Gressus, maire de Bouguenais, qui défend des « périmètres agricoles pérennes, permettant de développer des circuits courts pour la consommation ». * C'est curieux chez les maires, ce besoin de faire des phrases. Le maintien des espaces agricoles a une drôle de gueule, avec ses deux mille hectares ratiboisés par le projet d'aéroport, et ses quarante exploitations agricoles supprimées ou sérieusement amputées par ce même projet. Et sans doute plus de quarante fermes si on ajoute les terrains nécessaires au tracé du tram train, du TGV vers Rennes et du pont sur la Loire avec tous les accès et dessertes nécessaires. Mais Michèle Gressus ne tient pas à aller sur ce terrain-là. ■

* La Croix, le 16 juin 2011

Nième degré D'quel bois j'me chauffe

Pour faire écolo, le cahier des charges du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes a pensé plein de gadgets com sauce verte: une Amap distribuant des paniers de légumes en circuit court, un jardin d'insertion, une ferme de démonstration... Mais il est aussi prévu que l'aérogare soit chauffée par une chaudière à bois. Au centre d'initiative pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (Civam), qui a justement fait une étude sur le sujet du bois de chauffage de proximité, on se demande bien quel bois va brûler dans la chaudière de Vinci qui va supprimer 120 km de haie pour l'aéroport. « Sans doute en brûlant des avions en bois... », dit un responsable du Civam. Ou en recyclant 35 ans de langue de bois des politiques. ■

Thierry Laffron

Valet de chambre

Chambre à louer

1, 6 million d'euros pour que la chambre d'agriculture accompagne la destruction d'exploitations agricoles. Un genre de prime à la casse...

QUI veut gagner des millions? Co signé par le préfet et la chambre d'agriculture de Loire-Inférieure, un document de 14 pages* détaille comment l'État finance la chambre d'agriculture pour diagnostiquer, accompagner l'éviction de quelques-uns de ses adhérents, sacrifiés au projet d'aéroport. Si l'État entend payer ces prestations, on peut dire que la chambre d'agriculture se laisse acheter. Faut dire que c'est tentant, tout ce fric. De 2007 à 2015, en trois phases, la chambre va faire bosser ses techniciens grâce à l'aéroport: études, analyse de l'existant, mise en œuvre des protocoles d'acquisition, « ajustement des impacts au fur et à mesure des projets » sur les onze exploitations condamnées, les six fortement touchées et les trente autres qui ne se font piquer « que » 20% de leurs terres par l'emprise de l'aéroport*. À la mi-juin, à l'initiative de la Confédération paysanne, une manif de 200 paysans et opposants a même dénoncé le « zèle de la chambre d'agriculture » à majorité FDSEA, à accompagner les disparitions



de plus de 40 exploitations agricoles, « beaucoup plus si on compte les aménagements et dessertes, pour le tramway, la ligne TGV et le pont prévu sur la Loire, dit Sylvie Thébaud, agricultrice en élevage laitier au centre de la zone briguée par ce projet. On ne conteste pas le rôle de la chambre à fournir des expertises sur les structures agricoles impactées, et à assurer des

contrôles sur les mesures proposées, mais de là à démarcher activement les propriétaires pour qu'ils cèdent le foncier... ». Ces terrains, Vinci en a besoin pour assurer les mesures compensatoires censées réparer les destructions d'espaces naturels et agricoles. « On ne peut pas compenser des terres bétonnées. C'est une idée scandaleuse », dit Bruno Le Gris, président du

Taxi rebrousse

Bestioles non grata

Les taxis ont un nouveau règlement, édicté par la mairie qui décerne les licences. L'article 30 stipule que les chauffeurs de taxi peuvent « refuser les voyageurs en état d'ivresse et ceux dont la tenue est susceptible de dégrader leur voiture ». Un conseil: ne pas se vomir dessus avant de heler un tacot. Attendre de fermer la portière. Règlementairement, les taxis pourront de plus « refuser de laisser monter les chiens et autres animaux, sauf s'il s'agit de chien d'aveugle ». Ça ne dit pas qu'il faut l'aveugle avec... Les éléphants de mer de sourds-muets peuvent aller se rhabiller. ■

groupement des agriculteurs bio, entre la fumée des barbecues et le fumet des saucisses de la même manif.

Au total, études techniques, estimations et opérations menées par la chambre d'agriculture doivent lui rapporter une enveloppe de 1,67 millions d'euros hors taxes, alimentant son budget en faisant marnier ses services. C'est aussi une bonne manière de l'impliquer directement à la bonne marche du projet. Tenue par une majorité FDSEA, la chambre d'agriculture se fait ainsi payer ses gages de valet de chambre. « Il ne faut pas être démagog, dit Dominique Lebreton, à la tête de la confédération paysanne 44 jusqu'en 2007, minoritaire depuis. Ce n'est pas choquant que, pour limiter la casse et retrouver des solutions de repli, des études soient confiées à la chambre. Qui, c'est sûr, sort d'années de déficit et a besoin de

trouver des activités à ses salariés ». Mais pour un paysan comme Julien Durand, pas de doute, la chambre d'agriculture fait plus qu'encaisser des subsides: « Début mars, la tournée des paysans a commencé, où on parle délais pour quitter leurs terres. Il y a des représentants de Vinci, de la DREAL -le service de l'État pour les routes-, de France Domains pour les estimations, emmenés par le préposé de la chambre d'agriculture, qui transporte tout ce joli monde dans un véhicule de la chambre ».

Chauffeur livreur de mauvaises nouvelles, ça se facture combien la journée? ■

Jacques Houlecroquant

*Dénommé « Accompagnement des exploitations agricoles et des structures agricoles économiques impactées par le projet d'aéroport du Grand Ouest de Notre-Dame-des-Landes ». A lire dans les annexes de la concession accordée à Vinci par l'État.

Emergency exit

C'est quoi c'tarmac ?

Le projet d'aéroport, c'est qui, c'est quoi ? Embarquement immédiat. Les instructions concernant l'emplacement des sorties d'urgence sont reproduites sur un feuillet placé dans la pochette située à l'avant de votre siège.



RÉDIGÉ par un collectif créé en juillet 2010, ce livre entend montrer que l'implantation d'un aéroport dans le bocage nantonnordiste n'est pas uniquement une question de paysans à déménager et de riverains à ménager. S'ils sont les premiers concernés, ils se trouvent pris dans une logique qui est aussi centrée sur l'urbanisme, la vision de la ville polarisée par son attractivité, vendue aux principes du marketing territorial qui met en concurrence les agglomérations comme des pots de yaourts. La volonté acharnée de cet aéroport est aussi sous-tendue par une certaine addiction à la vitesse et une soumission à la marchandise, la ville étant devenue une donnée du marché. Le bouquin décortique aussi l'aveuglement volontaire sur les compagnies low cost et leur contournement du droit du travail. Autant de valeurs productivistes, libérales et capitalistes qui sont inhérentes au projet. Les auteurs ont tenu à aller chercher à la source les déclarations, parfois discrètes, des partisans de cet aéroport. Ce qui offre un pano-

rama des tenants et aboutissants qui fait suite au livre aujourd'hui épuisé, *Dégage on aménage* publié en 1976, au tout début du projet. Une bonne place est laissée aux témoignages des paysans et des habitants de la zone où voudrait s'implanter l'aéroport. La chronologie de la lutte, les exemples de fiascos d'aéroports et d'abandon de projets sous la pression populaire complètent le tableau.

Une précision: le collectif Sudav, qui a pris ce nom en hommage à l'usine Sud-Aviation, première usine occupée en 1968, regroupe des opposants au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, soit une demi douzaine de «déchus du Concorde, d'adorateurs du triton crêté, et d'arpenteurs du bocage urbain».

Un projet d'aéroport au nord de Nantes - C'est quoi c'tarmac? - Profits, mensonges et résistances. 208 pages dont 36 couleur. Éditions NO PASARAN. En vente 10 euros dans les librairies nantaises (on peut aussi commander par la poste +3 euros de port - au Cered BP 80322, 44803 Saint-Herblain Cedex. Chèque à l'ordre de «Reflex»).



35 ans après

Ni bagages ni élagage, dégage !

Paru en 1976, un bouquin analysait déjà les discours officiels et les embrouilles du projet d'aéroport-à-côté.

DÉGAGE! s'adressait aux paysans. Aujourd'hui la vindicte se retourne. Contre Vinci. Les années 70, pour les technocrates, c'est l'ère des «grands équipements structurants». Les élites locales rêvent d'usines de pétrochimie et de sidérurgie les pieds dans l'eau, accès direct à la Loire. L'estuaire sera grand complexe industriel ou ne sera pas. D'où l'indispensable: un grand aéroport pour drainer les investisseurs, qui ne viennent pas en mobylette, c'est connu. Les experts font de la divination économique, se projettent dans un futur radieux, extension euphorique des Trente glorieuses. Au point de prédire que l'hélicoptère remplacera vite l'avion pour les liaisons à courte distance, ou que l'avenir est dans le ferry des airs, «transport aérien d'automobiles avec leurs passagers en provenance de Grande-Bretagne». De telles élucubrations sont publiées en février 1966 dans un rapport de la chambre de commerce, cité huit ans plus tard par les auteurs du premier bouquin écrit sur ce projet alors nommé par les technocrates «aérodrome intercontinental». S'en est fallu d'un rien pour qu'il soit intergalactique.

Dégage, amen !

C'était une autre époque, où l'on pouvait être engagé, même à Ovest-France. Roger Le Guen et Jean de Legge y travaillent alors, vacataire au service études et analyses et journaliste. Ils publient en 1976 *Dégage, on aménage!* Extraits: «Pour les instances économiques locales, l'aéroport est une sorte de bouée de sauvetage magique permettant la relance de l'industrie de Basse-Loire». Ou: «On a justifié le bien-fondé d'un aéroport international par un raisonnement plus magique qu'économique; on a justifié sa nécessité par des perspectives de trafic complètement "bidon"; on a justifié le site par un calcul "fumeux"; enfin on justifie sa réalisation par des perspectives d'emplois alibi et une volonté régionale et populaire qui n'a jamais existé». Voire: «Le rôle de ces nombreux discours est de faire croire qu'il s'agit d'appliquer un savoir scientifique ou d'améliorer la démocratie, alors qu'il s'agit de rationaliser à tout moment les besoins du patronat (...) En fonction du moment les études donnent les thèmes qui faciliteront les déplacements fructueux du capital et le contrôle social à mettre en place».

Étu-terrorisme

À relire ça aujourd'hui pourtant, l'analyse du bouquin reste d'actualité. Les titres de chapitres donnent le ton: «Le terrorisme des études», évaluant par exemple les évolutions de trafic sur trente ans en extrapolant les chiffres de sept années précédentes. Ce qui permet de prédire entre 5 millions de passagers en l'an 2000 (dix ans après la réalité n'en compte que trois millions), poussant la prédiction à neuf millions en escomptant une progression de trois millions à 4 millions si

Notre-Dame-des-Landes se réalise. C'est avec des experts aussi fiables et des chiffres aussi béton qu'on construit les cimetières des éléphants.

Republier aujourd'hui ce bouquin? Les auteurs sont divisés. «Pourquoi pas, ça ferait partie d'un enrichissement du débat actuel, et la problématique n'a pas changé. L'actuel aéroport n'est toujours pas saturé, les politiques sont hypocrites et n'évoquent pas le boulet financier qu'il faudrait porter pendant des années, dit Roger Le Guen, aujourd'hui sociologue du développement agricole et rural à l'école d'agriculture d'Angers. Mon collègue Jean De Legge est lui, un peu gêné. Il dirige une société d'études qui travaille avec les villes concernées. Il a le cul entre deux chaises». Cette société, Territoires-marchés-opinions régions,

alias TMO, a effectivement comme clients les villes de Rennes et de Nantes, notamment pour alimenter la participation citoyenne dans les quartiers. Mais depuis janvier 2010, Jean de Legge est passé de l'autre côté, nommé doublement directeur de la communication, de la ville de Rennes et de Rennes Métropole. «J'ai aujourd'hui un boulot public un peu visible, et une position en retrait, dit-il. Ce bouquin fait partie d'une époque militante, avec les Paysans travailleurs. J'assume. Ce serait à refaire, les arguments ne changeraient pas mais la façon d'écrire serait différente. On constate que les prévisions de trafic se font toujours au doigt mouillé...». Cette mouillure digitale permet au moins de sentir d'où vient le vent. Toujours utile, pour lancer des avions en papier. ■



La peau du culte Les vieux sont tombés sur la tête

Le futur radieux marche sur la tête. Hein quoi, qu'est-ce qu'y dit ?

LE premier chapitre de *Dégage, on aménage* rappelle le «culte du Cargo». Histoire fameuse: des tribus mélanésiennes rêvant de capter les richesses fabuleuses de l'homme blanc croient qu'elles sont de nature divine. Elles construisent de fausses pistes d'atterrissage en attendant que d'hypothétiques oiseaux de métal viennent s'y poser. La consommation? Un miracle. Certains abandonnent leurs biens, espérant beaucoup mieux avec la venue du Cargo, par les airs ou la mer. Parfois, les indigènes ont construit des quais rudimentaires pour accueillir les navires espérés, et des entrepôts pour engranger les marchandises fantasmées. Gainsbourg y va de sa chanson, Cargo Culte: «Je sais, moi, des sorciers qui invoquent les jets...»*

Même évocation dans le film de 1980, *Les Dieux sont tombés sur la tête*, où une bouteille de Coca balancée d'un avion sème la zi-

zanie dans une société traditionnelle jusque-là paisible. Dès 1974, le culte du cargo révélé par les anthropologues est même une théorie mettant en garde contre la science approximative, le mimétisme aveugle et ce, en physique, ou en informatique quand un programmeur fait un copier-coller sans piger ce qu'il fait.

Les partisans de l'aéroport ont fait le copier-coller du logiciel des années soixante. Avec une croyance forcenée en un vieux totem: la croissance aveugle et sa cargaison de bonheur aéroporté, prêtes à se poser. Aujourd'hui, du côté de Nantes, les missionnaires et les militaires américains ont été remplacés par les investisseurs, les cadres, les CSP+. Aujourd'hui, pas sûr, mais demain, ça sera vachement mieux. En attendant, y'a des coups de pieds au culte qui se perdent. ■

John Frometon

* Histoire de Melody Nelson, 1971



Hôte de marque

Nantes : à vos marques !

Participez au grand plan de sloganisation participative de votre ville, lancé par Lulu. Rien à gagner !

SURTOUT, ne vous obstinez pas à penser que vous habitez une ville où il fait bon vivre, comme disent les magazines. Vous n'y êtes pas du tout. Vous êtes juste hébergé par une marque. Bon d'accord, Nantes n'a pas encore arrêté son *trade mark*.

All wrongs reserved

Le slogan va venir, et ce sera la révélation. C'est tendance, on ajoute un machin en angliche et ça fait international. Après **OnlyLyon**, **I Amsterdam**, **Marseille on the move**, et le dernier en date, **PlayGrenoble**, voilà Nantes à la traîne. Avant que nos communicants qu'on adore accouchent d'une souris (tiens, c'est une idée, ça : « souris Nantes », mais non ça foutrait la trouille à notre éléphant à nous), **Lulu** all wrongs reserved, lance un appel

à projets. Et pour amorcer cette phosphoryation de cerveaux, jette en pâteur quelques idées géniales, pour participer avec les acteurs du territoire idéalement situé au croisement du *brainstorming* et du *benchmarking* afin de mieux synergiser l'attractivité de sa cité.

Une ville brainstormée

Alors voilà : après un *brainstorming* au troquet du coin, et pour vous motiver, **Lulu** vous propose **ConsterNantes**, **CouilloNantes**, **ContreNantes**, **DecoNantes** et **RepuNantes**. Il y en a d'autres dans la musette : **EnquiquiNantes**, **EmpoisonNantes** (les jours pairs et impairs), **Agglutinantes**, **DéclinaNantes**, **FasciNantes** (pour être paré en cas de coup d'état fasciste), **Par-**

typeNantes, **RicaNantes** (sponsorisée par une marque d'anisette), **DomiNantes** ou **GouverNantes**, **EspècessoNantes** (et trébuchantes), **TatoNantes**.

Le must du référencement

Mais c'est pas tout de se la jouer « à qui profite la rime ? », il faut un peu d'anglo-saxon là-dedans, sinon ça fait blaireau. **SexNantes** et **FuckNantes** auraient l'avantage de cartonner question référencement. Envoyez vos propositions sous enveloppe timbrée. À vos neurones ! *Brainstormez* à fond les gamelles. *Partipispez* ! **Piss Off Nantes**, est pas mal. **JenantesMoiNonPlus**, non plus. Évidemment, tous les noms cités ci dessus ont été préalablement déposés et enregistrés devant huissier à l'INPI, l'Institut pour la propriété intempestive. ■

Déco

Zyva crèche ailleurs

Dans le jargon municipal, virer de chez papa maman, faire son **Tanguy** repent, ça s'appelle « *décohabiter* ». L'expression se trouve dans le compte rendu du conseil municipal, dans la rubrique « *accès au logement pour les jeunes* » qui voudraient avoir la gentillesse de se carapater vite fait du sofa avachi de chez leurs vieux aux **Dervallières**. Justement, dans le quartier, on fait le ménage, en ratiboisant mine de rien 55 logements pour faire de l'air et un peu de poussière, mais ça retombe, ces choses-là. Les gens issus d'immeubles collectifs ont droit à quatre refus de relogement avant de se faire reconvoquer pour une rencontre destinée à examiner leur problème. Non mais ! Quant aux jeunots qui veulent quitter le nid familial, ils ne peuvent refuser qu'une fois. C'est pô juste ! ■

une constante, *b* et *c* des « *coefficients d'élasticité du trafic* » au PIB français, européen ou mondial (variable *b*) et au prix (*c*). Un peu plus et ça vous calculerait chaque passager avec deux chiffres après la virgule. Les estimations corrigées des variations saisonnières y vont de leurs prédictions : « *Le faisceau domestique va demeurer le plus gros segment jusqu'en 2035 environ. Il sera ensuite devancé par le segment international hors Europe* ».

Sinon, en 2019, un an après l'ouverture présumée de **Notre-Dame-des-Landes**, l'équation ne peut pas se tromper, on verra passer 4005314 passagers. Exactement. Les prédicateurs ne manquent pas d'air. ■

Je, tu, il mais pas plus

Participe cassé

Pour les vacances, offrez vous une virée dans le désert participatif. Un long chemin solitaire d'ici 2030.

APEINE pas commencé, le grand programme « *Ma Ville demain, inventons la métropole nantaise de 2030* » proclame déjà qu'il bénéficie d'une « *large participation des habitants et des acteurs du territoire* » (que celui qui saurait qui sont précisément les acteurs en question communique le texte de la pièce, on viendra pour la première représentation). Reprenons : la démarche est assurée, puisqu'elle s'est offerte sur son site un sondage exclusif et d'envergure, qui assure que 56,3% des sondés trouvent la démarche « *nécessaire* », 36% l'estiment « *utile, pour conserver une cohérence de développement* » et 7,7% la jugent « *inutile, trop éloignée de mon quotidien* ». Détail qui n'intéresse personne : la consultation n'a concerné que 261 personnes, soit 0,04% de la population de la métropole. Calculé rien que pour vous par **Lulu**, ce pourcentage n'est pas spécifié dans cette auto-proclamation des résultats. Si c'est ça une « *large participation* », ça doit être pour déconner dans les grandes largeurs. D'autant que le site rappelle que « *la contribution de chacun est essentielle* » pour « *donner son sentiment* ». Grands sentimentaux, les citoyens sont donc encouragés à lancer un débat sur « *l'implication citoyenne et l'organisation des territoires* ». Débattre de la nécessité de débattre, en somme.

Il y a déjà eu un, de débat. C'était à **Bouguenais**, et il a été suivi par une cinquantaine de pékins. En retirant les inévitables « *acteurs du territoire* », élus et fonctionnaires en service, ça fait à peu plus de 0,2% de la population. Un franc succès.

Pourtant en juin 2010, pour cadrer ce merveilleux dispositif, les élus de **Nantes Métropole** ont voté une charte « *articulée autour de deux principes : le principe de finalité (encourager la participation) et le principe d'efficacité (disposer des conditions d'une participation diversifiée et utile)* ».

On y apprend que vingt heures sur vingt-quatre, le périphérique est fluide. Manière que dire que y a que les cons pour circuler aux heures de pointe. On y lit de grandes idées comme : « *Et si tout simplement on simplifiait les textes administratifs* », et « *si cette langue était enseignée dès le plus jeune âge* », et « *si on inventait un dictionnaire français/administration* ». Par exemple pour entraver que la gestion du risque passe par la mise en place de **PPRI**, de **PPRN**, et de **PPRT***. Ou pour découvrir comment on dit langage usuel en jargon administratif. Ou pour piger que « *l'économie présentielle* » n'a rien avoir avec le régime présidentiel ni l'occupation de l'espace aérien. ■

*Plans prévention des risques : inondation, naturels, technologiques.



Foutre la pax De l'élasticité du passager

Le client souple doit faire « *sboing* ». Ou « *sboeing* » ! Oui mais dans un **Airbus**, il fait quel bruit, le client ?

PARFOIS, les prévisions tournent aux visions. Les annexes de la concession **État-Vinci** pour le projet d'aéroport présentent des projections faites jusqu'en 2069 avec une précision rare : à cette date, c'est écrit, **Notre-Dame-des-Landes** verra passer 12332904 passagers, pas un de plus, pas un de moins.

Pour tirer des plans sur la comète et augurer du trafic futur à 12 millions et quelques voyageurs en zingue, l'Aviation civile a une équation imparable, suspendue à la croissance version PIB. Ce qui donne : $Ln Pax = a + b Ln (P.I.B.) + c Ln (Prix)$. Pax, rien à voir avec la colombe de la paix, c'est le nombre de passagers, dans le jargon transport. Sachant que *a* est

Qui ça ?



Ont œuvré à ce numéro : Jules de chez Smith, Alan Greenspanne, Nicolas de la Casinière, Tony Bintje, Sophie Nasri.
Mise en page : Pascale Hibrage.
Directeur de publication : Nicolas de la Casinière.
N° ISSN : 1270-4911 - N° CCPAP : 0211 G 88321

La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association **La Luttre à Leuleu**. Tirée à 3500 ex. sur papier recyclé par **LNG**, 13 rue Lavoisier, 44980 Sainte-Luce-sur-Loire.

Les archives du journal sont sur lalettrealulu.com

Les textes publiés sont « *copyleft* ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
email :
chèque à l'ordre de
La Luttre à Leuleu
11 rue des Olivettes
44000 Nantes